

**5 décembre 2023**

**Journée nationale d'hommage aux morts pour la France, aux rapatriés, aux personnes disparues et aux victimes civiles pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie du 5 décembre 2023**



---

**Message de Patricia Mirallès  
Secrétaire d'État auprès du ministre des  
Armées,  
chargée des Anciens combattants et de la  
mémoire**

Il y a désormais 20 ans que, chaque 5 décembre, la République rend hommage à tous ceux qui sont morts pour la France pendant la Guerre Algérie, et les combats du Maroc et de la Tunisie, y compris à ceux qui sont tombés après le cessez-le-feu du 19 mars 1962, car l'élan meurtrier de la guerre ne s'est pas arrêté ce

jour-là.

Elle rend hommage aux plus de vingt-trois mille morts pour la France. Elle rend aussi hommage à tous ceux aussi qui y ont combattu, au presque un million et demi d'hommes envoyés se battre en son nom entre 1954 et 1962.

Nous disons ainsi à tous ceux qui étaient leurs proches que la Nation ne les oublie pas. Qu'elle n'oublie ni le sacrifice de ceux qui ne sont pas revenus, ni la peine de ceux qui restent.

A partir de 1954, une nouvelle génération connaissait une nouvelle guerre qui, si elle n'en portait pas encore le nom, a durablement imprimé sa marque sur une époque et fracturé nos sociétés des deux côtés de la Méditerranée. Dans l'espérance collective d'une société promise aux progrès étourdissants des Trente Glorieuses, des destins individuels se brisaient ; ceux des hommes et des femmes qui sont morts en Afrique du nord, sur ce sol tour à tour étranger ou familier.

Nous nous rappelons de ces jeunes gens appelés du contingent qui ont fêté leurs 20 ans dans les casernes d'Oran, en patrouille dans les Aurès ou sur la poussière d'une piste, quelque part en Kabylie. De ceux plus âgés qui avaient été des combats contre l'occupant nazi ou qui s'étaient engagés en Indochine. De ceux qui avaient grandi dans les villes ou dans les exploitations agricoles du nord de la France ou du Constantinois.

Nous nous rappelons aussi des Harkis et des autres membres des formations supplétives qui, après avoir payé un lourd tribut au conflit, ont connu avec leurs familles une histoire douloureuse, tissée d'abandon et d'oubli.

Nous nous rappelons également de toutes les victimes des attentats et des exactions qui ont eu lieu avant comme après les accords de cessez-le-feu.

Et, bien sûr, nous pensons à tous ceux qui ont disparu,  
engloutis  
dans la déchirure béante ouverte par la guerre. Ils étaient  
maires,  
commerçants ou agriculteurs, institutrices ou professeurs. Il  
reste  
d'eux le souvenir inscrit dans la mémoire des vivants, celui  
d'un  
avenir fauché, d'un amour disparu, d'une espérance éteinte.

Toutes et tous sont morts en Algérie, au Maroc ou en Tunisie,  
sur  
ce sol qu'ils connaissaient ou qu'ils ont découvert, dans l'aube  
blême des combats, dans la journée accablée d'un soleil qui  
pesait  
sur la terre ou dans la nuit d'une embuscade, le 26 mars ou le  
5  
juillet 1962, à une date figée dans la mémoire collective ou  
bien à  
une autre oubliée, sauf de leurs proches.

Et puis, les combats prenant fin, il y a les souffrances d'un  
million  
de rapatriés. Pour eux, après la déchirure, c'est le  
déchirement du  
déracinement, de l'exode, de l'exil pétri de la nostalgie d'une  
première vie effacée.

Il y a désormais 20 ans que, chaque 5 décembre, la  
République  
rend hommage à tous ceux qui sont morts pour la France en  
Algérie, au Maroc et en Tunisie. Hommage tardif voulu par un  
président de la République qui connaissait le prix de cette  
guerre.

Le monument du quai Branly qu'il inaugura il y a 21 ans est  
devenu  
le mémorial de toutes les mémoires nationales qui s'y  
rapportent.

Aujourd'hui encore, plus de 61 ans après la fin du conflit,  
l'héritage  
de la guerre d'Algérie est marqué des souffrances qu'elle a  
créées  
comme des passions qu'il suscite. Il reste des blessures  
encore  
lancinantes sous des cicatrices difficilement refermées.  
L'année du  
60e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie a permis des  
avancées dans l'apaisement des mémoires blessées et  
partagées.  
Comme l'a rappelé le Président de la République, c'est un  
chemin  
que nous devons continuer de parcourir, et pour cela il nous

faut

regarder l'histoire en face et servir la vérité, sans rien effacer, ni

rien oublier.

C'est à cette condition que nous pourrons léguer à nos enfants

une mémoire qui ne soit pas la réplique des souffrances d'hier et

d'aujourd'hui.

Vive la République !

Vive la France !



---

**mairie de Saint-Guilhem-le-Désert**

Grand Chemin du Val de Gellone, 34150, Saint-Guilhem-le-Désert

Cet email a été envoyé à {{contact.EMAIL}}

Vous l'avez reçu car vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Afficher dans le navigateur](#) | [Se désinscrire](#)

